Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 115° — Numero 224

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Mercoledì, 28 agosto 1974 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 — 00100 ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.000 - Semestrale L. 11.000 - Trimestrale L. 6.000 - Un fascicolo L. 100 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.000 - Semestrale L. 9.000 - Trimestrale L. 5.000 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato
I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 22 maggio 1974, n. **382.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione consolare tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, conclusa a Roma il 16 ottobre 1969.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione consolare tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, conclusa a Roma il 16 ottobre 1969.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 45 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 22 maggio 1974

LEONE

RUMOR — MORO — TAVIANI — ZAGARI — TANASSI — PRETI — COPPO

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI

CONVENTION CONSULAIRE ENTRE LA REPUBLIQUE ITALIENNE ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE.

Le Président de la République italienne et le Conseil de Présidence de la République populaire hongroise,

Animés du desir de régler les relations consulaires entre la Hongrie et l'Italie et de contribuer ainsi au développement des rapports entre les deux pays,

Ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

le Président de la République italienne: le Sénateur Dionigi Coppo, Sous-Sécretaire d'Etat aux affaires étrangères;

le Conseil de Présidence de la République populaire hongroise: Monsieur Béla Szilagyi, Vice-Ministre des affaires étrangères;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

Définitions

Aux fins de la présente convention, les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous:

a) l'expression « Etat d'envoi » désigne la Haute Partie contractante qui nomme le chef de poste consulaire;

b) l'expression « Etat de résidence » désigne la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle le chef de poste consulaire exerce ses fonctions;

c) l'expression « poste consulaire » désigne tout consulat général, consulat ou vice-consulat;

d) l'expression « circonscription consulaire » désigne le territoire attribué à un poste consulaire pour l'exercice des fonctions consulaires;

e) l'expression « chef de poste consulaire » désigne la personne chargée d'agir en cette qualité;

f) l'expression « fonctionnaire consulaire » désigne toute personne, y compris le chef de poste consulaire, chargée en cette qualité de l'exercice de fonctions consulaires;

g) l'expression « employé consulaire » désigne toute personne employée dans les services administratifs ou techniques d'un poste consulaire;

h) l'expression « membre du personnel de service » désigne toute personne affectée au service domestique d'un poste consulaire;

i) l'expression « membres du poste consulaire » désigne les fonctionnaires consulaires, employés consulaires et membres du personnel de service;

j) l'expression « membres du personnel consulaire » désigne les fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire, les employés consulaires et les membres du personnel de service;

k) l'expression « membre du personnel privé » désigne une personne employée exclusivement au service privé d'un membre du poste consulaire;

l) l'expression « locaux consulaires » désigne les bâtiments ou les parties de bâtiments et le terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés exclusivement aux fins du poste consulaire;

m) l'expression « archives consulaires » comprend tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, rubans magnétiques et registres du poste consulaire, ainsi que le matériel du chiffre, les fichiers et les meubles destinés à les protéger et à les conserver;

n) l'expression « ressortissant » comprend également toute personne morale et autres organismes constitués sur le territoire de l'une ou de l'autre Haute Partie contractante en conformité de leurs législations;

o) l'expression « membres de famille » désigne les proches du fonctionnaire ou de l'employé consulaire, qui vivent à leur foyer; ainsi doivent être considérés le mari ou la femme, les ascendants, les descendants, les parents adoptants et les enfants adoptifs du fonctionnaire ou de l'employé et de son épouse (époux), autant que les frères et soeurs des deux. Toutefois, en cas particuliers, peuvent être considérées membres de famille les personnes declarées comme tels par l'Etat d'envoi et acceptées comme tels par l'Etat de résidence.

Chapitre I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 2

Etablissement de postes consulaires

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut établir des postes consulaires sur le territoire de l'autre Partie avec le consentement de celle-ci.

2. Le siège du poste consulaire, sa classe et sa circonscription sont fixés d'un commun accord entre les Parties contractantes.

3. Des modifications ultérieures ne peuvent être apportées par l'Etat d'envoi au siège du poste consulaires, à sa classe ou à sa circonscription qu'avec le consentement de l'Etat de résidence.

4. Le consentement de l'Etat de résidence est également requis si un consulat général ou un consulat veut ouvrir un vice-consulat dans une localité autre que celle où il est lui-même établi.

5. Le consentement exprès et préalable de l'Etat de résidence est également requis pour l'ouverture d'un bureau faisant partie d'un consulat existant, en dehors du siège de celui-ci.

6. Le nombre de fonctionnaires et d'employés consulaires est fixé d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes.

7. Sauf accord contraire, le chef de poste consulaire ne peut exercer ses fonctions, en dehors de sa circonscription qu'avec le consentement de l'Etat de résidence.

Article 3

Commission consulaire et exequatur

1. Le chef de poste consulaire est admis à l'exercice de ses fonctions par une autorisation de l'Etat de résidence, qui lui est accordée sous forme d'exequatur, après présentation de la commission consulaire.

2. La commission consulaire doit attester les noms et prénoms et la classe du chef de poste consulaire, ainsi que la circonscription consulaire et le siège du poste consulaire.

3. En attendant la délivrance de l'exequatur, le chef de poste consulaire peut être admis provisoirement à l'exercice de ses fonctions. Dans ce cas, les dispositions de la présente convention lui sont applicables.

Article 4

Exercice à titre temporaire des fonctions de chef de poste consulaire

1. Si le chef de poste consulaire est empêché d'exercer ses fonctions ou si son poste est vacant, un gérant intérimaire peut agir à titre provisoire comme chef de poste consulaire.

2. Les noms et prénoms du gérant intérimaire sont notifiés au préalable par la mission diplomatique de l'Etat d'envoi.

3. Pendant sa gestion, les dispositions de la présente convention sont applicables au gérant intérimaire au même titre qu'au chef de poste consulaire dont il s'agit. Toutefois, l'Etat de résidence n'est pas tenu d'accorder à un gérant intérimaire les facilités, privilèges et immunités dont la jouissance par le chef de poste consulaire est subordonnée à des conditions que ne remplit pas le gérant intérimaire.

Article 5

Notifications aux autorités de la circonscription consulaire

Dès que le chef de poste consulaire est admis, même à titre provisoire, à l'exercice de ses fonctions, l'Etat de résidence est tenu d'informer immédiatement les autorités compétentes de la circonscription consulaire.

Il est également tenu de veiller à ce que les mesures nécessaires soient prises afin que le chef de poste consulaire puisse s'acquitter des devoirs de sa charge et bénéficier du traitement prévu par les dispositions de la présente convention.

Article 6

Nationalité des fonctionnaires consulaires

Les fonctionnaires consulaires doivent avoir la nationalité de l'Etat d'envoi.

Article 7

Personne déclarée non grata

1. L'Etat de résidence peut à tout moment, et sans avoir à donner les motifs de sa décision, informer l'Etat d'envoi qu'un fonctionnaire consulaire est *persona non grata* ou que tout autre membre du personnel consulaire n'est pas acceptable.

Dans ce cas, l'Etat d'envoi rappellera la personne en cause.

2. Si l'Etat d'envoi refuse d'exécuter ou n'exécute pas dans un délai raisonnable les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 1 du présent article, l'Etat de résidence peut, selon le cas, retirer l'exequatur à la personne en cause ou cesser de la considérer comme membre du personnel consulaire.

Article 8

Fin des fonctions d'un membre du poste consulaire

Les fonctions d'un membre du poste consulaire prennent fin notamment par:

a) la notification par l'Etat d'envoi à l'Etat de résidence du fait que ses fonctions ont pris fin;

b) le retrait de l'exequatur;

c) la notification par l'Etat de résidence à l'Etat d'envoi qu'il a cessé de considérer la personne en question comme membre du personnel consulaire.

Chapitre II

ATTRIBUTIONS ET FONCTIONS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES

Article 9

Entretien des rapports entre les Parties contractantes

Par ses activités, le fonctionnaire consulaire favorise le développement des relations commerciales, économiques, culturelles, scientifiques et touristiques entre les Parties contractantes et tend à promouvoir des relations amicales entre elles.

Article 10

Protection des intérêts de l'Etat d'envoi et de ses ressortissants

Dans la circonscription consulaire les fonctionnaires consulaires protègent et défendent tous les droits et les intérêts de l'Etat d'envoi et de ses ressortissants.

Article 11

Représentation en justice des ressortissants de l'Etat d'envoi

Dans la circonscription consulaire et sous réserve des pratiques et procédures en vigueur dans l'Etat de résidence, les fonctionnaires consulaires sont autorisés à prendre des dispositions afin d'assurer la représentation appropriée des ressortissants de l'Etat d'envoi devant les tribunaux ou les autres autorités de l'Etat de résidence pour demander, conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence, l'adoption de mesures provisoires en vue de la sauvegarde des droits et intérêts de ces ressortissants lorsque, en raison de leur absence ou pour toute autre cause, ils ne peuvent défendre en temps utile leurs droits et intérêts.

Article 12

Délivrance de passaport et de visas

Les fonctionnaires consulaires délivrent des passeports ou tout autre document de voyage aux ressortissants de l'Etat d'envoi, ainsi que des visas et documents appropriés aux personnes qui désirent se rendre dans l'Etat d'envoi.

Article 13

Fonctions en matière d'état civil

1. Les fonctionnaires consulaires peuvent dresser, enregistrer et transcrire les actes d'état civil des ressortissants de l'Etat d'envoi.

2. Les fonctionnaires consulaires peuvent célébrer les mariages lorsque les deux époux sont ressortissants de l'Etat d'envoi. Ils en informeront immédiatement les autorités competentes de l'Etat de résidence.

3. Les dispositions ci-dessus n'exemptent pas les ressortissants de l'Etat d'envoi d'observer les lois de l'Etat de résidence en ce qui concerne les déclarations de naissance, de mariage et de décès.

Article 14

Fonctions de notaire

1. Dans la circonscription consulaire, les fonctionnaires consulaires peuvent accomplir les actes suivants:

a) recevoir, dresser ou certifier les déclarations de ressortissants de l'Etat d'envoi, à condition qu'elles ne soient pas contraires à la legislation de l'Etat de résidence;

b) dresser, certifier et recevoir en dépôt les testaments de ressortissants de l'Etat d'envoi;

c) dresser ou certifier des contrats conclus entre des ressortissants de l'Etat d'envoi, ainsi que leurs instruments unilatéraux, à moins que ces contrats ou instruments ne soient contraires à la législation de l'Etat de résidence; toutefois, les fonctionnaires consulaires n'ont pas le droit de dresser ou de certifier des contrats ou des instruments relatifs à l'établissement ou au transfert de droits réels sur des biens immeubles situés dans l'Etat de résidence;

d) dresser ou certifier des contrats conclus entre des ressortissants de l'Etat d'envoi et des ressortissants de l'Etat de résidence lorsque l'effet juridique de tels contrats se présente exclusivement sur le territoire de l'Etat d'envoi ou ces contrats doivent être exécutés sur ledit territoire, à condition qu'ils ne soient pas contraires à la législation de l'Etat de résidence;

e) traduire et légaliser toute espèce de documents émanant des autorités ou fonctionnaires de l'Etat d'envoi ou de l'Etat de résidence; ces traductions ont la même force et valeur que si elles avaient été faites par les traducteurs assermentés de l'un des deux Etats;

f) certifier sur des documents de toute nature la signature de ressortissants de l'Etat d'envoi, à condition que la teneur du document en question ne soit pas contraire à la législation de l'Etat de résidence;

g) recevoir un dépôt des espèces ou autres titres et documents appartenant à des ressortissant de l'Etat d'envoi ou destinés à ces ressortissants, si le dépôt n'est pas contraire à la législation de l'Etat de résidence;

h) accomplir d'autres actes dont il est chargé par l'Etat d'envoi, à condition qu'ils ne soient pas contraires à la législation de l'Etat de résidence.

2. Les espèces, titres et autres biens reçus par les fonctionnaires consulaires ne peuvent être exportés de l'Etat de résidence que selon les règlements de cet Etat.

Article 15

Fonctions en matière de succession

1. Au cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi vient à décèder sur le territoire de l'Etat de résidence, l'autorité compétente de celui-ci en avisera sans retard le poste consulaire et lui communiquera tous les renseignements dont elle dispose sur les héritiers, les ayants droit à réserve, les légataires, leur domicile ou résidence, l'actif de la succession et l'existence d'un testament. Ladite autorité fera une notification analogue au poste consulaire de l'Etat d'envoi dans le cas où elle aura appris que le décédé a laissé une succession sur le territoire d'un Etat tiers.

2. L'autorité compétente de l'Etat de résidence avisera sans retard le poste consulaire de l'Etat d'envoi lorsque l'héritier, l'ayant droit ou le légataire auquel revient une succession ouverte sur le territoire de l'Etat de résidence est ressortissant de l'Etat d'envoi.

3. *a*) L'autorité compétente de l'Etat de résidence notifiera sans retard au poste consulaire de l'Etat d'envoi les mesures qu'elle a prises pour la sauvegarde et l'administration des biens successoraux qui sont restés sur le territoire de l'Etat de résidence à la suite du décès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi.

b) Les fonctionnaires consulaires peuvent prêter leur concours, directement ou par l'entremise d'un délégué, à la mise à exécution des mesures visées à l'alinéa *a*).

c) Sur la proposition des fonctionnaires consulaires, les mésures visées à l'alinéa *a*) peuvent être modifiées et rapportées ou leur mise à l'exécution peut être différée.

4. Si, après l'accomplissement des formalités de succession sur le territoire de l'Etat de résidence, les meubles de la succession ou le produit de la vente des meubles ou immeubles échoient à un héritier, ayant droit ou légataire qui a son domicile ou sa résidence sur le territoire de l'Etat d'envoi et qui n'a pas participé aux procédures de la succession et n'a pas designé son fondé de pouvoir, lesdits biens ou le produit de leur vente seront remis au poste consulaire de l'Etat d'envoi pour être mis à la disposition de l'héritier, ayant droit ou légataire à condition:

a) que les organes compétents aient autorisé la remise des biens successoraux ou du produit de leur vente;

b) que toutes les dettes héréditaires, déclarées dans le délai prescrit par la législation de l'Etat de résidence, aient été payées ou garanties;

c) que les droits de succession aient été payés ou garantis.

5. Au cas ou un ressortissant de l'Etat d'envoi se trouve provisoirement sur le territoire de l'Etat de résidence et vient à décéder sur ledit territoire, les effets qu'il a avec lui seront remis sans autre formalité au poste consulaire de l'Etat d'envoi à l'exception de ceux qui ont été acquis dans l'Etat de résidence et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation au moment du décès. Les règlements concernant l'exportation des effets et la remise des sommes d'argent doivent être observés dans ce cas également.

6. Les dispositions de l'article 11 de la présente convention seront également applicables en matière de succession.

Article 16

Fonction en matière de tutelle et de curatelle

Les fonctionnaires consulaires peuvent, en conformité avec les conventions en vigueur entre les deux Parties, intervenir auprès des autorités compétentes afin de promouvoir les procédures nécéssaires pour la nomination de tuteurs ou de curateurs pour les ressortissants de l'Etat d'envoi et pour assurer l'administration des biens des absents.

Article 17

Fonctions relatives à la navigation

1. Les fonctionnaires consulaires peuvent prêter assistance aux navires battant pavillon de l'Etat d'envoi.

2. Les fonctionnaires consulaires doivent être avisés au préalable si les tribunaux ou autres organes de l'Etat de résidence ont l'intention de faire des enquêtes ou de saisir des marchandises à bord d'un navire de l'Etat d'envoi, tout comme dans le cas où ils désirent interroger le commandant de bord ou un membre de l'équipage.

3. En cas de procédure d'urgence ou si l'enquête est faite sur demande du commandant de bord, les fonctionnaires consulaires doivent être avisés au cours de l'enquête ou dès que possible.

4. Les organes de l'Etat de résidence informeront les fonctionnaires consulaires, sur demande, des actes de l'enquête accomplis en leur absence.

5. Les dispositions des paragraphes ci-dessus ne seront pas applicables à l'inspection faite par les organes de l'Etat de résidence en matière de douane, de passeports et de santé.

6. Les organes compétents de l'Etat de résidence aviseront sans retard les fonctionnaires consulaires si un navire de l'Etat d'envoi subit une avarie dans les eaux de l'Etat de résidence et les informeront en même temps des mesures prises ou envisagées pour sauver les vies humaines, le navire et la cargaison.

Article 18

Fonctions relatives à la navigation aérienne

Les dispositions de l'article 17 devront être également appliquées à la navigation aérienne, à condition qu'elles ne soient pas contraires aux conventions dont les Parties contractantes sont signataires.

Chapitre III

FACILITÉS, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS CONCERNANT LES POSTES CONSULAIRES

Article 19

Facilités accordées aux activités du poste consulaire

L'Etat de résidence accorde toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions du poste consulaire.

Article 20

Usage du pavillon et de l'écusson nationaux

1. L'Etat d'envoi a le droit d'utiliser son pavillon national et son écusson aux armes de l'Etat dans l'Etat de résidence conformément aux dispositions du présent article.

2. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut être arboré et l'écusson aux armes de l'Etat placé sur le bâtiment occupé par le poste consulaire et sur sa porte d'entrée, ainsi que sur la résidence du chef de poste consulaire et sur ses moyens de transport lorsque ceux-ci sont utilisés pour les besoins du service.

3. Dans l'exercice du droit accordé par le présent article, il sera tenu compte des lois, règlements et usages de l'Etat de résidence.

Article 21

Logement

1. L'Etat de résidence doit, soit faciliter l'acquisition sur son territoire, dans le cadre de ses lois et réglements, par l'Etat d'envoi des locaux nécessaires au poste consulaire, soit aider l'Etat d'envoi à se procurer des locaux d'une autre manière.

2. L'Etat de résidence doit également, s'il en est besoin, aider le poste consulaire à obtenir des logements convenables pour ses membres.

Article 22

Inviolabilité des locaux consulaires

1. Les locaux consulaires sont inviolables.

2. Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent pénetrer dans la partie des locaux consulaires que le poste consulaire utilise exclusivement pour les besoins de son travail, sauf avec le consentement du chef de poste consulaire, de la personne désignée par lui ou du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'Etat de résidence a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées pour empêcher que les locaux consulaires ne soient envahis ou endommagés et pour empêcher que la paix du poste consulaire ne soit troublée ou sa dignité amoindrie.

4. Les locaux consulaires, leur ameublement et les biens du poste consulaire, ainsi que ses moyens de transport, ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de requisition a des fins de défence nationale ou d'utilité publique.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent aussi à la résidence du chef de poste consulaire, à condition qu'elle soit affectée exclusivement à cette fin et qu'elle se trouve dans le même édifice où sont situés les locaux consulaires.

Article 23

Exemption fiscale des locaux consulaires

1. Les locaux consulaires et la résidence du chef de poste consulaire dont l'Etat d'envoi ou toute personne agissant pour le compte de cet Etat est propriétaire sont exempts de tous impôts et taxes de toute nature, nationaux, régionaux, provinciaux ou communaux, pourvu qu'il ne s'agisse pas de taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exemption fiscale prévue au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux impôts et taxes qui, d'aprés les lois et règlements de l'Etat de résidence, sont à la charge de la personne qui a contracté avec la personne agissant pour le compte de l'Etat d'envoi.

Article 24

Inviolabilité des archives et documents consulaires

Les archives et documents consulaires sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Dans les archives consulaires ne doivent être gardés que des documents officiels.

Article 25

Liberté de mouvement

Sous réserve de ses lois et règlements relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou règlementé pour des raisons de sécurité nationale, l'Etat de résidence assure la liberté de déplacement et de circulation sur son territoire à tous les membres du poste consulaire.

Article 26

Liberté de communication

1. L'Etat de résidence permet et protège la liberté de communication du poste consulaire pour toutes fins officielles. En communiquant avec le gouvernement, les missions diplomatiques et les autres postes consulaires de l'Etat d'envoi, où qu'ils se trouvent, le poste consulaire peut employer tous les moyens de communication appropriés, y compris les courriers diplomatiques ou consulaires, la valise diplomatique ou consulaire et les messages en code ou en chiffre. Toutefois, le poste consulaire ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec l'assentiment de l'Etat de résidence.

2. La correspondance officielle du poste consulaire est inviolable. L'expression « correspondance officielle » s'entend de toute la correspondance relative au poste consulaire et à ses fonctions.

3. La valise consulaire ne doit être ni ouverte ni retenue.

4. Les colis constituant la valise consulaire doivent porter des marques extérieures visibles de leur caractère et ne peuvent contenir que la correspondance officielle, ainsi que des documents ou objets destinés exclusivement à un usage officiel.

5. La valise consulaire peut être confiée au commandant d'un navire ou d'un aéronef commercial qui doit arriver à un point d'entrée autorisé. Ce commandant doit être porteur d'un document officiel indiquant le nombre de colis constituant la valise, mais il n'est pas considéré comme un courrier consulaire. A la suite d'un arrangement avec les autorités locales compétentes, le

poste consulaire peut envoyer un de ses membres prendre, directement et librement, possession de la valise des mains du commandant du navire ou de l'aéronef.

Article 27

Communication avec les ressortissants de l'Etat d'envoi

1. Afin que l'exercice des fonctions consulaires relatives aux ressortissants de l'Etat d'envoi soit facilité:

a) les fonctionnaires consulaires ont la liberté de communiquer avec les ressortissants de l'Etat d'envoi et de se rendre auprès d'eux. Les ressortissants de l'Etat d'envoi ont la même liberté de communiquer avec les fonctionnaires consulaires et de se rendre auprès d'eux;

b) les autorités compétentes de l'Etat de résidence doivent avertir sans retard, et en tout cas dans les soixante-douze heures, le poste consulaire de l'Etat d'envoi lorsque, dans sa circonscription consulaire, un ressortissant de cet Etat est arrêté ou soumis à toute autre forme de limitation de sa liberté personnelle. Toute communication adressée au poste consulaire par la personne arrêtée ou soumise à toute autre forme de limitation de sa liberté personnelle doit également être transmise sans retard, et en tout cas dans les soixante-douze heures, par lesdites autorités.

Celles-ci doivent sans retard informer l'intéressé de ses droits aux termes du présent alinéa;

c) les fonctionnaires consulaires ont le droit de se rendre auprès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi qui est arrêté ou soumis à toute autre forme de limitation de sa liberté personnelle, de s'entretenir et de correspondre avec lui et de pourvoir à sa représentation en justice;

d) lorsque le ressortissants purge, après condamnation, une peine privative de liberté ou est soumis à une mesure limitative de sa liberté, les fonctionnaires consulaires ont le droit de le visiter. Toute visite de ce genre doit permettre aux fonctionnaires consulaires de s'entretenir avec le prisonnier.

2. Les droits visés au paragraphe 1 du présent article ne peuvent s'exercer que dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toutefois que lesdites lois et règlements ne doivent pas rendre ces droits inoperants.

Article 28

Renseignements en cas de tutelle ou de curatelle, de naufrage et d'accident aérien

Si les autorités compétentes de l'Etat de résidence possèdent les renseignements correspondants, elles sont tenues:

a) de notifier sans retard au poste consulaire compétent tous les cas où il y aurait lieu de pourvoir à la nomination d'un tuteur ou d'un curateur pour un ressortissant mineur ou incapable de l'Etat d'envoi;

b) lorsqu'un navire ou un bateau ayant la nationalité de l'Etat d'envoi fait naufrage ou échoue dans la mer territoriale ou les eaux intérieures de l'Etat de résidence, ou lorsqu'un aéronef immatriculé dans l'Etat d'envoi subit un accident sur le territoire de l'Etat de résidence, d'informer sans retard le poste consulaire le plus proche de l'endroit où l'accident a eu lieu.

Article 29

Communication avec les autorités de l'Etat de résidence

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires consulaires peuvent s'adresser:

a) aux autorités locales compétentes de la circonscription consulaire;

b) aux autorités centrales compétentes de l'Etat de résidence, si et dans la mesure où cela est admis par les lois, règlements et usages de l'Etat de résidence en matière.

Article 30

Droits et taxes consulaires

1. Le poste consulaire peut percevoir sur le territoire de l'Etat de résidence les droits et taxes que les lois et règlements de l'Etat d'envoi prévoient pour les actes consulaires.

2. Les sommes perçues au titre des droits et taxes prévues au paragraphe 1 du présent article sont exemptes de tous impôts et taxes dans l'Etat de résidence.

Chapitre IV

FACILITÉS, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS CONCERNANT LES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES ET LES AUTRES MEMBRES DU POSTE CONSULAIRE

Article 31

Protection des fonctionnaires consulaires

L'Etat de résidence traitera les fonctionnaires consulaires avec le respect qui leur est dû et prendra toutes mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à leur personne, leur liberté et leur dignité.

Article 32

Inviolabilité personnelle des fonctionnaires consulaires

1. Les fonctionnaires consulaires ne peuvent être mis en état d'arrestation ou de détention préventive qu'en cas de crime grave et à la suite d'une décision de l'autorité judiciaire compétente, y compris le parquet.

2. Par crime grave il faut entendre tout crime qui n'a pas été commis par négligence et pour lequel la législation de l'Etat de résidence établit une peine qui ne soit pas inferieure à un maximum de cinq ans d'emprisonnement, ou une peine plus grave.

3. A l'exception du cas prévu au paragraphe 1 du présent article, les fonctionnaires consulaires ne peuvent pas être incarcérés ni soumis à aucune autre forme de limitation de leur liberté personnelle, sauf en exécution d'une décision judiciaire définitive.

4. Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un fonctionnaire consulaire, celui-ci est tenu de se présenter devant les autorités competentes. Toutefois, la procédure doit être conduite avec les égards qui sont dus au fonctionnaire consulaire en raison de sa position officielle et, à l'exception du cas prévu au paragraphe 1 du présente article, de manière à gêner le moins possible l'exercice des fonctions consulaires. Lorsque, dans les circonstances mentionnées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, il est devenu nécessaire de mettre un fonctionnaire consulaire en état de détention préventive, la procédure dirigée contre lui doit être ouverte dans le délai le plus bref.

Article 33

Immunité de juridiction

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence pour les actes accomplis dans l'exercice des fonctions consulaires y compris toute action civile resultant d'un contrat conclu expressement ou implicitement par un fonctionnaire ou un employé consulaire en tant que mandataire de l'Etat d'envoi.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas en cas d'action civile intentée par un tiers (la personne endommagée) pour un dommage résultant d'un accident causé dans l'Etat de résidence par un véhicule, un navire ou un aéronef.

Article 34

Obligation de répondre comme témoin

1. Les membres d'un poste consulaire peuvent être appelés à répondre comme témoins au cours de procédures judiciaires et administratives. Les employés consulaires et les membres du personnel de service ne doivent pas refuser de répondre comme témoins, si ce n'est dans les cas mentionnés au paragraphe 3 du présent article. Si un fonctionnaire consulaire refuse de témoigner, aucune mesure coercitive ou autre sanction ne peut lui être appliquée.

2. L'autorité qui requiert le témoignage doit éviter de gêner un fonctionnaire consulaire dans l'accomplissement de ses fonctions. Elle peut recueillir son témoignage à sa résidence ou au poste consulaire, ou accepter une déclaration écrite de sa part, toutes les fois que cela est possible.

3. Les membres d'un poste consulaire ne sont pas tenus de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et de produire la correspondance et les documents officiels y relatifs. Ils ont également le droit de refuser de témoigner en tant qu'experts sur le droit national de l'Etat d'envoi.

Article 35

Renonciation aux privilèges et immunités

L'Etat d'envoi peut renoncer, à l'égard d'un membre du poste consulaire, aux privilèges et immunités prévus aux articles 32, 33 et 34. La renonciation doit toujours être expresse et doit être communiquée par écrit à l'Etat de résidence.

Article 36

Exemption d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires, ainsi que les membres de leur famille sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et règlement de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent ni à l'employé consulaire qui n'est pas un employé permanent de l'Etat d'envoi ou qui exerce une activité privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence, ni à un membre de sa famille.

Article 37

Exemption du régime de sécurité sociale

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, les membres du poste consulaire, pour ce qui est des services qu'ils rendent à l'Etat d'envoi, et les membres de leur famille, sont exemptés des dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur dans l'Etat de résidence.

2. L'exemption prévue au paragraphe 1 du présent article s'applique également aux membres du personnel privé qui sont au service exclusif des membres du poste consulaire, à condition:

a) qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence ou n'y aient pas leur résidence permanente; et

b) qu'ils soient soumis aux dispositions de sécurité sociale qui sont en vigueur dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat tiers.

3. Les membres du poste consulaire qui ont à leur service des personnes auxquelles d'exemption prévue au paragraphe 2 du présent article ne s'applique pas doivent observer les obligations que les dispositions de sécurité sociale de l'Etat de résidence imposent à l'employeur.

4. L'exemption prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article n'exclut pas la participation volontaire au régime de sécurité sociale de l'Etat de résidence, pour autant qu'elle est admise par cet Etat.

Article 38

Exemption fiscale

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ainsi que les membres de leur famille sont exempts de tous impôts et taxes, personnels ou réels, nationaux, provinciaux et communaux, à l'exception:

a) des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services;

b) des impôts et taxes sur les biens immeubles de leur propriété situés sur le territoire de l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions de l'article 23;

c) des droits de succession et de mutation perçus par l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions du paragraphe *b*), de l'article 40;

d) des impôts et taxes sur toutes sortes de revenus privés qui ont leur source dans l'Etat de résidence;

e) des impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus;

f) des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypotèque et de timbre, sous réserve des dispositions de l'article 23.

2. Les membres du personnel de service sont exempts des impôts et taxes sur les salaires qu'ils réçoivent du fait de leurs services.

Article 39

Exemption des droits de douane et de la visite douanière

1. Suivant les dispositions législatives et réglémentaires qu'il peut adopter, l'Etat de résidence autorise l'entrée et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues, pour:

a) les objets destinés à l'usage officiel du poste consulaire;

b) les objets destinés à l'usage personnel du fonctionnaire consulaire et des membres de sa famille y compris les effets destinés à son établissement. Les articles de consommation ne doivent pas dépasser les quantités nécessaires pour leur utilisation directe par les intéressés.

2. Les employés consulaires bénéficient des privilèges et exemptions prévus au paragraphe 1 du présent article pour ce qui est des objets importés lors de leur première installation.

3. Les bagages personnels accompagnés des fonctionnaires consulaires et des membres de leur famille sont exemptés de la visite douanière. Ils ne peuvent être soumis a la visite que s'il y a de sérieuses raisons de supposer qu'ils contiennent des objets autres que ceux mentionnés à l'alinéa *b*) du paragraphe 1 du présent article ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par les lois et règlements de l'Etat de résidence ou soumise à ses lois et règlements de quarantaine. Cette visite ne peut avoir lieu qu'en présence du fonctionnaire consulaire ou du membre de sa famille intéressé.

Article 40

Succession d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille

En cas de décès d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille, l'Etat de résidence est tenu:

a) de permettre l'exportation des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui ont été acquis dans l'Etat de résidence et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation au moment du décès;

b) de ne pas préveler de droits nationaux, régionaux, provinciaux ou communaux de succession ni de mutation sur les biens meubles dont la présence dans l'Etat de résidence était due uniquement à la présence dans cet Etat du défunt en tant que membre du poste consulaire ou membre de la famille d'un membre du poste consulaire.

Article 41

Exemption des prestations personnelles

L'Etat de résidence doit exempter les membres du poste consulaire et les membres de leur famille de toute prestation personnelle et de tout service d'intérêt public, de quelque nature qu'il soit, et des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires.

Chapitre V

Dispositions diverses et finales

Article 42

Respect des lois et règlements de l'Etat de résidence

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'Etat de résidence. Elles ont également le devoir de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet Etat.

2. Les locaux consulaires ne seront pas utilisés d'une manière incompatible avec l'exercice des fonctions consulaires.

Article 43

Exercice des fonctions consulaires par la mission diplomatique

1. Les dispositions de la présente convention s'appliquent également lorsque les fonctions consulaires sont exercées par la mission diplomatique.

2. Les noms et prénoms des membres de la mission diplomatique qui sont affectés à la section consulaire de la mission, ou qui sont chargés d'une autre manière de l'exercice de fonctions consulaires, doivent être communiqués au Ministère des affaires etrangères de l'Etat de résidence.

3. Les règles du droit international concernant les relations diplomatiques continuent de s'appliquer aux privilèges et immunités dont bénéficient les membres de la mission diplomatique mentionnés au paragraphe 2 du présent article.

Article 44

Ratification

La présente convention, qui abroge la convention consulaire précédente faite à Rome le 15 mai 1874, sera soumise à ratification. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Budapest.

Article 45

Entrée en vigueur et résiliation de la convention

La présente convention entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Hautes Parties contractantes la dénonce, moyennant un préavis d'une année.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, le 16 octobre 1969 en double exemplaire en langue française.

Pour la République populaire hongroise
Bela Szilagyi

Pour la République italienne
Dionigi Coppo

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
Moro

Traduzione non ufficiale

N. B. — Il testo facente fede è unicamente quello indicato nella convenzione.

CONVENZIONE CONSOLARE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA POPOLARE UNGHERESE

Il Presidente della Repubblica italiana e il Consiglio di Presidenza della Repubblica popolare ungherese,

Spinti dal desiderio di regolare le relazioni consolari tra l'Ungheria e l'Italia e di contribuire così allo sviluppo dei rapporti tra i due Paesi,

Hanno deciso di concludere una convenzione consolare ed hanno nominato a tale scopo loro plenipotenziari:

il Presidente della Repubblica italiana, il Senatore Dionigi Coppo, Sottosegretario di Stato per gli affari esteri;

il Consiglio di Presidenza della Repubblica Popolare Ungherese, il Signor Béla Szilagyi, Vice-Ministro degli affari esteri;

i quali, dopo essersi scambiati i pieni poteri trovati in buona e debita forma, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1

Definizioni

Ai fini della presente convenzione, le espressioni seguenti si intendono nel senso sottoindicato:

a) l'espressione « Stato di invio » designa l'Alta Parte contraente che nomina il capo della sede consolare;

b) l'espressione « stato di residenza » designa l'Alta Parte contraente nel territorio della quale il capo della sede consolare esercita le proprie funzioni;

c) l'espressione « sede consolare » designa ogni consolato generale, consolato o vice-consolato;

d) l'espressione « circoscrizione consolare » designa il territorio attribuito ad una sede consolare per l'esercizio delle funzioni consolari;

e) l'espressione « capo di sede consolare » designa la persona incaricata di agire in tale qualità;

f) l'espressione « funzionario consolare » indica ogni persona, ivi compreso il capo della sede consolare, incaricata in tale qualità dell'esercizio di funzioni consolari;

g) l'espressione « impiegato consolare » indica ogni persona impiegata nei servizi amministrativi o tecnici di una sede consolare;

h) l'espressione « membro del personale di servizio » indica ogni persona destinata al servizio domestico di una sede consolare;

i) l'espressione « membri di sede consolare » indica i funzionari consolari, gli impiegati consolari e i membri del personale di servizio;

j) l'espressione « membri del personale consolare » indica i funzionari consolari diversi dal capo della sede consolare, gli impiegati consolari e i membri del personale di servizio;

k) l'espressione « membro del personale privato » indica una persona destinata esclusivamente al servizio privato di un membro della sede consolare;

l) l'espressione « locali consolari » indica gli edifici o le parti di edifici e il terreno attiguo che, chiunque ne sia il proprietario, sono utilizzati esclusivamente ai fini della sede consolare;

m) l'espressione « archivi consolari » comprende tutte le carte, documenti, corrispondenza, libri, films, nastri magnetici e registri della sede consolare, nonchè il materiale del cifrario, gli schedari e i mobili destinati a proteggerli e a conservarli;

n) il termine « cittadino » comprende altresì ogni ente morale e altri organismi costituiti sul territorio di una o dell'altra Alta Parte contraente in conformità della propria legislazione;

o) l'espressione « membro di famiglia » indica i congiunti del funzionario o dell'impiegato consolare che convivono con essi; tali devono essere considerati il marito o la moglie, gli ascendenti, i discendenti, i genitori adottivi ed i figli adottivi del funzionario o dell'impiegato e del proprio coniuge, nonchè i fratelli e le sorelle di entrambi. Tuttavia, in casi particolari, possono essere considerati membri di famiglia le persone dichiarate tali dallo Stato d'invio ed accettate tali dallo Stato di residenza.

Capitolo I

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 2

Istituzione di sedi consolari

1. Ciascuna delle Alte Parti contraenti può istiuire sedi consolari sul territorio dell'altra Parte con il consenso di quest'ultima.

2. La residenza della sede consolare, la sua categoria e la sua circoscrizione sono fissate di comune accordo fra le Parti contraenti.

3. Non possono essere apportate ulteriori modifiche dallo Stato d'invio alla residenza della sede consolare, alla sua categoria o alla sua circoscrizione senza il consenso dello Stato di residenza.

4. Il consenso dello Stato di residenza è pure richiesto se un consolato generale o un consolato vuole aprire un vice-consolato in una località diversa da quella in cui esso stesso è situato.

5. Il consenso espresso e preventivo dello Stato di residenza è del pari richiesto per l'apertura di un ufficio facente parte di un consolato esistente, al di fuori della sede di quest'ultimo.

6. Il numero di funzionari ed impiegati consolari è fissato di comune accordo dalle Alte Parti contraenti.

7. Salvo patto contrario, il capo della sede consolare non può esercitare le proprie funzioni, al di fuori della sua circoscrizione, senza il consenso dello Stato di residenza.

Articolo 3

Commissione consolare ed exequatur

1. Il capo della sede consolare è ammesso all'esercizio delle sue funzioni dietro autorizzazione dello Stato di residenza, che gli viene rilasciata sotto forma di exequatur, dopo presentazione della commissione consolare.

2. La commissione consolare deve indicare i nomi e i cognomi e la categoria del capo della sede consolare, nonchè la circoscrizione consolare e la residenza della sede consolare.

3. In attesa del rilascio dell'exequatur, il capo della sede consolare può essere ammesso all'esercizio provvisorio delle sue funzioni. In tal caso, sono a lui applicabili le disposizioni della presente convenzione.

Articolo 4

Esercizio, a titolo temporaneo, delle funzioni di capo della sede consolare

1. Se il capo della sede consolare è impedito ad esercitare le sue funzioni o se la sua sede è vacante, un gerente ad interim può agire a titolo provvisorio quale capo della sede consolare.

2. I nomi e cognomi del gerente ad interim sono notificati in precedenza dalla missione diplomatica dello Stato di invio.

3. Durante la sua gestione, le disposizioni di questa convenzione sono applicabili al gerente ad interim allo stesso modo che per il capo della sede consolare di cui

si tratta. Tuttavia, lo Stato di residenza non è tenuto ad accordare ad un gerente ad interim le facilitazioni, i privilegi e le immunità il cui godimento da parte del capo della sede consolare fosse subordinato a condizioni che il gerente ad interim soddisfa.

Articolo 5
Notifiche alle autorità della circoscrizione consolare

Dal momento in cui il capo della sede consolare è ammesso, anche a titolo provvisorio, all'esercizio delle sue funzioni, lo Stato di residenza è tenuto ad informare immediatamente le autorità competenti della circoscrizione consolare. Esso è del pari tenuto a far si che siano adottate le misure necessarie perchè il capo della sede consolare possa adempiere i doveri del suo ufficio e beneficiare del trattamento previsto dalle disposizioni della presente convenzione.

Articolo 6
Nazionalità dei funzionari consolari

I funzionari consolari devono avere la nazionalità dello Stato d'invio.

Articolo 7
Persona dichiarata non grata

1. Lo Stato di residenza può in ogni momento, e senza l'obbligo di specificare i motivi della sua decisione, informare lo Stato d'invio che un funzionario consolare è persona non grata o che ogni altro membro del personale consolare non è accettabile.

In tal caso, lo Stato d'invio richiamerà la persona in causa.

2. Se lo Stato d'invio rifiuta di eseguire o non esegue, entro un termine ragionevole, gli obblighi che gli incombono ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo, lo Stato di residenza può, secondo il caso, ritirare l'exequatur alla persona di cui si tratta o cessare di considerarla come membro del personale consolare.

Articolo 8
Termine delle funzioni di un membro della sede consolare

Le funzioni di un membro della sede consolare cessano in particolare:

a) con la notifica, da parte dello Stato d'invio allo Stato di residenza, del fatto che le sue funzioni sono terminate;

b) con il ritiro dell'exequatur;

c) con la notifica, da parte dello Stato di residenza allo Stato di invio, che esso ha cessato di ritenere la suddetta persona come membro del personale consolare.

Capitolo II
ATTRIBUZIONI E FUNZIONI DEI FUNZIONARI CONSOLARI

Articolo 9
Mantenimento dei rapporti fra le Parti contraenti

Con le sue attività, il funzionario consolare favorisce lo sviluppo delle relazioni commerciali, economiche, culturali, scientifiche e turistiche fra le Parti contraenti e tende a promuovere relazioni amichevoli tra di loro.

Articolo 10
Protezione degli interessi dello Stato d'invio e dei suoi cittadini

Nell'ambito della circoscrizione consolare i funzionari consolari proteggono e difendono tutti i diritti e gli interessi dello Stato d'invio e dei suoi cittadini.

Articolo 11
Rappresentanza in giudizio dei cittadini dello Stato d'invio

Nell'ambito della circoscrizione consolare e subordinatamente alla prassi ed alle procedure in vigore nello Stato di residenza, i funzionari consolari sono autorizzati ad adottare le necessarie disposizioni, per assicurare l'adeguata rappresentanza dei cittadini dello Stato d'invio davanti ai tribunali od alle altre autorità dello Stato di residenza per richiedere, conformemente alle leggi ed ai regolamenti dello Stato di residenza, l'adozione di misure provvisorie per la salvaguardia dei diritti e interessi di tali cittadini quando, a motivo della loro assenza o per ogni altra causa, essi non abbiano la possibilità di difendere in tempo utile i loro diritti ed interessi.

Articolo 12
Rilascio di passaporti e di visti

I funzionari consolari rilasciano passaporti od ogni altro documento di viaggio ai cittadini dello Stato d'invio, nonchè visti e documenti adeguati a coloro che desiderano rimpatriare.

Articolo 13
Funzioni in materia di stato civile

1. I funzionari consolari possono redigere, registrare e trascrivere gli atti dello stato civile dei cittadini dello Stato d'invio.

2. I funzionari consolari possono celebrare matrimoni quando entrambi gli sposi sono cittadini dello Stato d'invio. Essi ne informeranno immediatamente le autorità competenti dello Stato di residenza.

3. Le disposizioni che precedono non esentano i cittadini dello Stato d'invio dall'osservare le leggi dello Stato di residenza per quanto riguarda le dichiarazioni di nascita, di matrimonio o di decesso.

Articolo 14
Funzioni notarili

1. Nell'ambito della circoscrizione consolare, i funzionari consolari possono compiere i seguenti atti:

a) ricevere, redigere o certificare le dichiarazioni di cittadini dello Stato d'invio, a condizione che queste non siano contrarie alla legge dello Stato di residenza;

b) redigere, certificare e ricevere in deposito i testamenti di cittadini dello Stato d'invio;

c) redigere o certificare contratti conclusi fra cittadini dello Stato d'invio, nonchè i loro strumenti unilaterali, sempre che tali contratti o strumenti non siano contrari alla legislazione dello Stato di residenza; in ogni caso i funzionari consolari non possono redigere

o certificare contratti o strumenti relativi, allo stabilimento o al trasferimento di diritti reali su beni immobili situati nello Stato di residenza;

d) redigere o certificare contratti conclusi tra cittadini dello Stato d'invio e cittadini dello Stato di residenza quando l'effetto giuridico di tali contratti si presenta unicamente sul territorio dello Stato d'invio o tali contratti devono essere eseguiti su detto territorio, a condizione che essi non siano contrari all'ordinamento giuridico dello Stato di residenza;

e) tradurre e legalizzare ogni tipo di documenti emananti dalle autorità o funzionari dello Stato di residenza; tali traduzioni hanno la stessa efficacia e lo stesso valore di quelle fatte dai traduttori giurati di uno dei due Stati;

f) autenticare su documenti di ogni genere la firma di cittadini dello Stato d'invio, a condizione che il tenore del documento in questione non sia contrario alle leggi dello Stato di residenza;

g) ricevere in deposito contanti o altri titoli e documenti appartenenti a cittadini dello Stato d'invio o destinati a tali cittadini, se il deposito non è contrario alla legge dello Stato di residenza;

h) compiere altri atti di cui sono incaricati dallo Stato d'invio, a condizione che essi non siano contrari alle leggi dello Stato di residenza.

2. I contanti i titoli e gli altri beni ricevuti dai funzionari consolari non possono essere esportati dallo Stato di residenza se non in base ai regolamenti di tale Stato.

Articolo 15

Funzioni in materia di successione

1. In caso di morte di un cittadino dello Stato di invio nel territorio dello Stato di residenza, l'autorità competente di quest'ultimo ne informerà senza indugio la sede consolare e comunicherà ad essa tutte le informazioni di cui dispone sugli eredi, gli aventi diritto con riserva, i legatari, il loro domicilio o residenza, l'attivo della successione e l'esistenza di testamenti. La stessa autorità farà una analoga notifica alla sede consolare dello Stato d'invio nel caso in cui essa abbia appreso che il defunto ha lasciato una successione nel territorio di uno Stato terzo.

2. L'autorità competente dello Stato di residenza, avvertirà senza indugio la sede consolare dello Stato d'invio quando l'erede, l'avente diritto o il legatario cui spetta una successione aperta sul territorio dello Stato di residenza, è cittadino dello Stato d'invio.

3. *a*) L'autorità competente dello Stato di residenza notificherà senza indugio alla sede consolare dello Stato d'invio le misure adottate per la salvaguardia e l'amministrazione dei beni di successione che sono rimasti nel territorio dello Stato di residenza in seguito al decesso di un cittadino dello Stato di invio.

b) I funzionari consolari possono prestare il proprio aiuto, direttamente o per il tramite di un delegato, all'esecuzione delle misure di cui al sottoparagrafo *a*).

c) Su proposta dei funzionari consolari, le misure di cui al sottoparagrafo *a*) possono essere modificate e revocate quando la loro esecuzione può essere differita.

4. Se, dopo l'adempimento delle formalità di successione nel territorio dello Stato di residenza, i beni mobili della successione o il ricavato della vendita dei beni mobili od immobili toccano ad un erede, ad un avente diritto o ad un legatario che ha il proprio domicilio o la propria residenza nel territorio dello Stato di invio che non ha partecipato alle procedure della successione e non ha designato il proprio procuratore, i detti beni o il ricavato della loro vendita saranno consegnati alla sede consolare dello Stato d'invio per essere messi a disposizione dell'erede, dell'avente diritto o del legatario, a condizione:

a) che gli organi competenti abbiano autorizzato la consegna dei beni di successione o del ricavato della loro vendita;

b) che tutti i debiti ereditari, dichiarati entro il termine prescritto dalla legislazione dello Stato di residenza, siano stati pagati o garantiti;

c) che i diritti di successione siano stati pagati o garantiti.

5. In caso di morte di un cittadino dello Stato di invio che si trovi provvisoriamente nel territorio dello Stato di residenza i suoi effetti personali saranno consegnati senza altra formalità alla sede consolare dello Stato di invio, ad eccezione di quelli acquistati nello Stato di residenza e che formano oggetto di divieto di esportazione al momento del decesso.

I regolamenti concernenti l'esportazione degli effetti e la consegna di somme di denaro devono essere osservati anche in questo caso.

6. Le disposizioni dell'articolo 11 della presente convenzione saranno del pari applicabili in materia di successione.

Articolo 16

Funzioni in materia di tutela e di curatela

I funzionari consolari possono, in conformità con le convenzioni in vigore tra le due Parti, intervenire presso le autorità competenti al fine di promuovere le procedure necessarie alla nomina di tutori o di curatori, per i cittadini dello Stato d'invio e per assicurare l'amministrazione dei beni degli assenti.

Articolo 17

Funzioni relative alla navigazione

1. I funzionari consolari possono prestare assistenza alle navi battenti bandiera dello Stato d'invio.

2. I funzionari consolari devono essere preavvertiti se i tribunali o altri organi dello Stato di residenza hanno l'intenzione di fare delle richieste o di sequestrare merci a bordo di una nave dello Stato d'invio e così pure nel caso in cui desiderino interrogare il comandante di bordo o un membro dell'equipaggio.

3. Nel caso di procedura d'urgenza o se l'inchiesta è fatta su domanda del comandante di bordo, i funzionari consolari devono essere avvertiti nel corso della inchiesta o appena possibile.

4. Gli organi dello Stato di residenza informeranno i funzionari consolari, su richiesta, degli atti dell'inchiesta compiuta in loro assenza.

5. Le disposizioni dei precedenti paragrafi non saranno applicabili all'ispezione compiuta dagli organi dello Stato di residenza in materia di dogana, di passaporti e di sanità.

6. Gli organi competenti dello Stato di residenza avvertiranno senza indugio i funzionari consolari se una nave dello Stato di invio subisce un'avaria nelle acque

dello Stato di residenza e così pure informeranno delle misure adottate o previste per salvare le vite umane, la nave e il carico.

Articolo 18

Funzioni relative alla navigazione aerea

Le disposizioni dell'articolo 17 saranno del pari applicate alla navigazione aerea, salvo che non siano contrarie alle convenzioni di cui le Parti contraenti sono firmatarie.

Capitolo III

FACILITAZIONI, PRIVILEGI ED IMMUNITÀ CONCERNENTI LE SEDI CONSOLARI

Articolo 19

Facilitazioni accordate alle attività della sede consolare

Lo Stato di residenza accorda tutte le facilitazioni per l'adempimento delle funzioni della sede consolare.

Articolo 20

Uso della bandiera e dello stemma nazionali

1. Lo Stato d'invio ha il diritto di fare uso della sua bandiera nazionale e dello stemma di Stato nello Stato di residenza conformemente alle disposizioni del presente articolo.

2. La bandiera nazionale dello Stato d'invio può essere esposta e lo stemma di Stato collocato nell'edificio occupato dalla sede consolare e sulla porta di ingresso nonché nella residenza del capo della sede consolare e sui suoi mezzi di trasporto quando questi sono utilizzati per motivi di servizio.

3. Nell'esercizio del diritto accordato dal presente articolo, si terrà conto delle leggi, regolamenti e usi dello Stato di residenza.

Articolo 21

Alloggio

1. Lo Stato di residenza deve, sia facilitare l'acquisto sul suo territorio, nell'ambito delle sue leggi e regolamenti, da parte dello Stato d'invio, dei locali necessari alla sede consolare, sia aiutare lo Stato d'invio a procurarsi in altro modo i locali.

2. Lo Stato di residenza è anche tenuto, se del caso, ad aiutare la sede consolare ad ottenere degli alloggi adeguati per i suoi membri.

Articolo 22

Inviolabilità dei locali consolari

1. I locali consolari sono inviolabili.

2. Le autorità dello Stato di residenza non possono penetrare nella parte dei locali consolari che la sede consolare utilizza esclusivamente per le necessità del proprio lavoro, tranne che con il consenso del capo della sede consolare, della persona da lui designata o del capo della missione diplomatica dello Stato d'invio.

3. Con riserva delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, lo Stato di residenza ha l'obbligo speciale di adottare tutte le misure del caso per impedire che i locali consolari vengano invasi o danneggiati e per impedire che la pace della sede consolare sia turbata o la sua dignità diminuita.

4. I locali consolari, la loro mobilia e i beni della sede consolare, nonché i suoi mezzi di trasporto, non possono formare oggetto di alcuna forma di requisizione a scopi di difesa nazionale o di utilità pubblica.

5. Le disposizioni del presente articolo si applicano anche alla residenza del capo della sede consolare, a condizione che essa sia adibita esclusivamente a tale fine e che si trovi nello stesso edificio in cui sono situati i locali consolari.

Articolo 23

Esenzione fiscale dei locali consolari

1. I locali consolari e la residenza del capo della sede consolare di cui lo Stato d'invio od ogni persona che agisca per conto di tale Stato è proprietario, sono esenti da imposte e tasse di ogni natura, nazionali, regionali, provinciali o comunali, sempreché non si tratti di tasse riscosse in pagamento di particolari servizi resi.

2. L'esenzione fiscale prevista dal paragrafo 1 del presente articolo non si applica alle imposte e tasse che, secondo le leggi e i regolamenti dello Stato di residenza, sono a carico della persona che ha contrattato con la persona che agisce per conto dello Stato di invio.

Articolo 24

Inviolabilità degli archivi e dei documenti consolari

Gli archivi e i documenti consolari sono inviolabili in ogni momento e dovunque si trovino.

Negli archivi consolari non devono essere custoditi che documenti ufficiali.

Articolo 25

Libertà di movimento

Con riserva delle leggi e dei regolamenti relativi alle zone il cui accesso è vietato o regolamentato per ragioni di sicurezza nazionale, lo Stato di residenza assicura la libertà di spostamento e di circolazione sul suo territorio a tutti i membri della sede consolare.

Articolo 26

Libertà di comunicazione

1. Lo Stato di residenza permette e protegge la libertà di comunicazione della sede consolare per ogni fine ufficiale. Comunicando con il Governo, con le missioni diplomatiche e con le altre sedi consolari dello Stato di invio, ovunque si trovino, la sede consolare può impiegare tutti i mezzi di comunicazione del caso, ivi compresi i corrieri diplomatici o consolari, la valigia diplomatica o consolare ed i messaggi in codice o cifrati. Tuttavia, la sede consolare non può installare e utilizzare una radio trasmittente se non che con il consenso dello Stato di residenza.

2. La corrispondenza ufficiale della sede consolare è inviolabile. L'espressione « corrispondenza ufficiale » indica ogni corrispondenza relativa alla sede consolare e alle sue funzioni.

3. La valigia consolare non deve essere né aperta né trattenuta.

4. I colli costituenti la valigia consolare devono avere dei contrassegni esterni visibili del loro carattere e non

possono contenere che la corrispondenza ufficiale, nonché documenti od oggetti destinati esclusivamente ad uso ufficiale.

5. La valigia consolare può essere affidata al comandante di una nave o di un'aeronave commerciale che deve giungere ad un punto di entrata autorizzata. Tale comandante deve essere portatore di un documento ufficiale indicante il numero dei colli costituenti la valigia, ma non viene considerato come un corriere consolare. In seguito ad un accordo con le competenti autorità locali, la sede consolare può inviare uno dei suoi membri e prendere direttamente e liberamente possesso della valigia dalle mani del comandante della nave o dell'aeromobile.

Articolo 27

Comunicazione con i cittadini dello Stato di invio

1. Al fine di facilitare l'esercizio delle funzioni consolari relative ai cittadini dello Stato d'invio:

a) i funzionari consolari sono liberi di comunicare con i cittadini dello Stato di invio e di recarsi presso di loro. I cittadini dello Stato di invio sono del pari liberi di comunicare con i funzionari consolari e di recarsi presso di loro;

b) le autorità competenti dello Stato di residenza devono avvertire senza indugio, ed in ogni caso entro settantadue ore, la sede consolare dello Stato d'invio quando, nella sua circoscrizione consolare, un cittadino di tale Stato viene arrestato, o sottoposto ad ogni altra forma di limitazione della propria libertà personale. Ogni comunicazione indirizzata alla sede consolare della persona arrestata o sottoposta ad ogni altra forma di limitazione della propria libertà personale deve del pari essere trasmessa senza indugio, ed in ogni caso entro le 72 ore, dalle dette autorità. Queste ultime devono informare senza indugio l'interessato dei propri diritti ai sensi del presente sottoparagrafo;

c) i funzionari consolari hanno il diritto di recarsi presso un cittadino dello Stato di invio che viene arrestato o sottoposto ad ogni altra forma di limitazione della propria libertà personale, di intrattenersi e di corrispondere con lui e di provvedere alla sua rappresentanza in giudizio;

d) quando il cittadino sconta, dopo la condanna, una pena restrittiva della libertà o viene sottoposto ad una misura limitativa della propria libertà, i funzionari consolari hanno il diritto di visitarlo. Ogni visita di tale genere deve permettere ai funzionari consolari di intrattenersi con il prigioniero.

2. I diritti previsti dal paragrafo 1 del presente articolo non possono essere esercitati che nel quadro delle leggi e dei regolamenti dello Stato di residenza restando inteso tuttavia, che le dette leggi e regolamenti non devono rendere inoperanti tali diritti.

Articolo 28

Informazioni in caso di tutela o di curatela, di naufragio e di incidente aereo

Se le autorità competenti dello Stato di residenza sono in possesso delle notizie corrispondenti, esse saranno tenute:

a) a rendere noti senza indugio alla sede consolare competente tutti i casi in cui vi sarebbe luogo a provvedere alla nomina di un tutore o di un curatore per un cittadino minore o incapace dello Stato di invio;

b) ad informare, senza ritardo, la sede consolare più vicina del luogo in cui si è verificato l'incidente allorché una nave o un battello di nazionalità dello Stato di invio naufraga o si incaglia nel mare territoriale o nelle acque interne dello Stato di residenza, o quando un aeromobile immatricolato nello Stato di invio subisce un incidente nel territorio dello Stato di residenza.

Articolo 29

Comunicazione con le autorità dello Stato di residenza

Nell'esercizio delle loro funzioni, i funzionari consolari possono rivolgersi:

a) alle competenti autorità locali della circoscrizione consolare;

b) alle autorità centrali competenti dello Stato di residenza, se e nella misura in cui ciò è ammesso in materia dalle leggi, dai regolamenti e dagli usi dello Stato di residenza.

Articolo 30

Diritti e tasse consolari

1. La sede consolare può percepire nel territorio dello Stato di residenza i diritti e le tasse previsti dalle leggi e dai regolamenti dello Stato d'invio per gli atti consolari.

2. Le somme percepite a titolo di diritti e tasse di cui al paragrafo 1 del presente articolo sono esenti da ogni imposta e tassa nello Stato di residenza.

Capitolo IV

FACILITAZIONI, PRIVILEGI ED IMMUNITÀ CONCERNENTI I FUNZIONARI CONSOLARI E GLI ALTRI MEMBRI DELLA SEDE CONSOLARE

Articolo 31

Protezione dei funzionari consolari

Lo Stato di residenza tratterà i funzionari consolari con il rispetto che è loro dovuto e adotterà tutte le misure del caso per impedire ogni attentato alla loro persona, alla loro libertà e alla loro dignità.

Articolo 32

Inviolabilità personale dei funzionari consolari

1. I funzionari consolari non possono essere arrestati né essere sottoposti a detenzione preventiva se non che in caso di crimine grave ed a seguito di decisione della autorità giudiziaria competente ivi compreso il pubblico ministero.

2. Per crimine grave deve intendersi ogni crimine che non sia stato commesso per negligenza e per il quale la legge dello Stato di residenza stabilisce una pena che non sia inferiore ad un massimo di cinque anni di detenzione, o una pena più grave.

3. Ad eccezione del caso previsto dal paragrafo 1 del presente articolo, i funzionari consolari non possono essere incarcerati né sottoposti ad alcuna altra forma di limitazione della loro libertà personale, se non in esecuzione di una decisione giudiziaria definitiva.

4. Quando si instaura un procedimento penale contro un funzionario consolare, quest'ultimo è tenuto a presentarsi alle autorità competenti. Tuttavia, il procedimento deve essere condotto, nei suoi confronti, con i riguardi che sono dovuti al funzionario consolare a motivo della sua posizione ufficiale e, ad eccezione del caso previsto nel paragrafo 1 del presente articolo, in modo da intralciare il meno possibile l'esercizio delle funzioni consolari. Quando, nelle circostanze menzionate ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo, si è reso necessario, porre un funzionario consolare in stato di detenzione preventiva, il procedimento a suo carico deve aver corso nel più breve tempo possibile.

Articolo 33

Immunità giurisdizionale

1. I funzionari consolari e gli impiegati consolari non sono soggetti alla giurisdizione delle autorità giudiziarie ed amministrative dello Stato di residenza per gli atti compiuti nell'esercizio delle funzioni consolari ivi compresa ogni azione civile risultante da un contratto concluso espressamente o implicitamente da un funzionario o da un impiegato consolare in quanto mandatario dello Stato d'invio.

2. Tuttavia, le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo non si applicano in caso di azione civile intentata da un terzo (la persona danneggiata) per un danno risultante da ûn incidente causato nello Stato di residenza da un veicolo, da una nave o da un aeromobile.

Articolo 34

Obbligo di rispondere in qualità di testimone

1. I membri di una sede consolare possono essere chiamati a rispondere in qualità di testimoni nel corso di procedimenti giudiziari e amministrativi. Gli impiegati consolari e i membri del personale di servizio non possono rifiutarsi di rispondere come testimoni, tranne che nei casi di cui al paragrafo 3 del presente articolo.

Se un funzionario consolare rifiuta di testimoniare, non può essere applicata nei suoi confronti alcuna misura coercitiva od altra sanzione.

2. L'autorità che richiede la testimonianza deve evitare di disturbare un funzionario consolare nell'adempimento delle sue funzioni. Essa può raccogliere la sua testimonianza nella sua residenza o nella sede consolare, o accettare una dichiarazione scritta da parte sua, tutte le volte che ciò è possibile.

3. I membri di una sede consolare non sono tenuti a deporre su fatti che riguardano l'esercizio delle loro funzioni e di produrre la corrispondenza e i documenti ufficiali relativi. Essi hanno del pari il diritto di rifiutarsi di testimoniare in quanto esperti sul diritto interno dello Stato di invio.

Articolo 35

Rinunzia ai privilegi ed immunità

Lo Stato di invio può rinunciare, nei confronti di un membro della sede consolare, ai privilegi ed immunità previsti dagli articoli 32, 33 e 34. La rinunzia deve essere sempre espressa e comunicata per iscritto allo Stato di residenza.

Articolo 36

Esenzione dall'immatricolazione degli stranieri e dal permesso di soggiorno

1. I funzionari consolari e gli impiegati consolari, nonché i membri della loro famiglia sono esenti da tutti gli obblighi previsti dalle leggi e regolamenti dello Stato di residenza in materia di immatricolazione degli stranieri e di permesso di soggiorno.

2. Tuttavia, le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo non si applicano né all'impiegato consolare che non è un impiegato permanente dello Stato di invio o che svolge un'attività privata a carattere lucrativo nello Stato di residenza, né a un membro della sua famiglia.

Articolo 37

Esenzione dal regime di sicurezza sociale

1. Con riserva delle disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, i membri della sede consolare, per quanto attiene ai servizi che essi rendono allo Stato di invio, e i membri della loro famiglia, sono esenti dalle disposizioni di sicurezza sociale che possono essere in vigore nello Stato di residenza.

2. L'esenzione prevista dal paragrafo 1 del presente articolo si applica del pari ai membri del personale privato che sono al servizio esclusivo dei membri della sede consolare, a condizione:

a) che non siano cittadini dello Stato di residenza o che non abbiano in esso la loro residenza permanente; e

b) che siano sottoposti alle disposizioni di sicurezza sociale in vigore nello Stato di invio o in uno Stato terzo.

3. I membri della sede consolare che hanno al loro servizio persone alle quali non si applica l'esenzione prevista dal paragrafo 2 del presente articolo, devono osservare gli obblighi che le norme di sicurezza sociale dello Stato di residenza impongono al datore di lavoro.

4. L'esenzione prevista dai paragrafi 1 e 2 del presente articolo non esclude la partecipazione volontaria al regime di sicurezza sociale dello Stato di residenza, per quanto è ammessa da tale Stato.

Articolo 38

Esenzione fiscale

1. I funzionari consolari e gli impiegati consolari ed i membri della loro famiglia sono esenti da ogni imposta e tassa, personale o reale, nazionale, provinciale e comunale, ad eccezione:

a) delle imposte indirette di natura tale da essere normalmente incluse nel prezzo delle merci o dei servizi;

b) delle imposte e tasse sui beni immobili di loro proprietà, situati nel territorio dello Stato di residenza, subordinatamente alle disposizioni dell'articolo 23;

c) dei diritti di successione e di trasferimento riscossi dallo Stato di residenza, subordinatamente alle disposizioni del paragrafo *b*) dell'articolo 40;

d) delle imposte e tasse su ogni tipo di reddito privato che hanno la loro fonte nello Stato di residenza;

e) delle imposte e tasse riscosse in pagamento di particolari servizi resi;

f) dei diritti di registrazione, di cancelleria, d'ipoteca e di bollo, subordinatamente alle disposizioni dell'articolo 23.

2. I membri del personale di servizio sono esenti dalle imposte e tasse sui salari che ricevono per i loro servizi.

Articolo 39

Esenzione dai diritti doganali e dalla visita doganale

1. Secondo le disposizioni legislative e regolamentari che può adottare, lo Stato di residenza autorizza l'ingresso ed accorda l'esenzione da tutti i diritti doganali, tasse ed altri canoni relativi diversi dalle spese di magazzinaggio, di trasporto e spese relative a servizi analoghi, per:

a) gli oggetti destinati all'uso ufficiale della sede consolare,

b) gli oggetti destinati all'uso personale del funzionario consolare e dei membri della sua famiglia ivi compresi gli effetti destinati al suo stabilimento. Gli articoli di consumo non devono superare le quantità necessarie per la loro utilizzazione diretta da parte degli interessati.

2. Gli impiegati consolari godono dei privilegi ed esenzioni previsti dal paragrafo 1 del presente articolo per quanto attiene agli oggetti importati al momento della loro prima installazione.

3. I bagagli personali accompagnati dai funzionari consolari e dai membri della loro famiglia sono esenti da visita doganale. Essi non possono essere sottoposti a visita se non nel caso in cui vi siano seri motivi per supporre che contengano oggetti diversi da quelli di cui al sottoparagrafo *b*) del paragrafo 1 del presente articolo o oggetti la cui importazione e esportazione sia vietata dalle leggi e dai regolamenti dello Stato di residenza o sottoposti alle sue leggi e regolamenti di quarantena. Tale visita non può aver luogo che in presenza del funzionario consolare o del membro della sua famiglia interessato.

Articolo 40

Successione di un membro della sede consolare o di un membro della sua famiglia

In caso di decesso di un membro della sede consolare o di un membro della sua famiglia, lo Stato di residenza e tenuto:

a) a permettere l'esportazione dei beni mobili del defunto, ad eccezione di quelli che, acquistati nello Stato di residenza, formano oggetto di divieto di esportazione al momento del decesso;

b) a non prelevare diritti nazionali, regionali, provinciali o comunali di successione né di trasferimento sui beni mobili la cui presenza, nello Stato di residenza, era dovuta unicamente alla presenza del defunto nello Stato, in quanto membro della sede consolare o membro della famiglia di un membro della sede consolare.

Articolo 41

Esenzione da prestazioni personali

Lo Stato di residenza deve esentare i membri della Sede consolare e i membri della loro famiglia da ogni prestazione personale e da ogni servizio di pubblico interesse, di qualunque natura, e da oneri militari quali la requisizione, i contributi e gli alloggi militari.

Capitolo V

Disposizioni varie e finali

Articolo 42

Rispetto delle leggi e dei regolamenti dello Stato di residenza

1. Senza pregiudizio dei loro privilegi ed immunità, tutti coloro che godono di tali privilegi ed immunità hanno il dovere di rispettare le leggi e i regolamenti dello Stato di residenza. Essi hanno anche il dovere di non intromettersi negli affari interni di questo Stato.

2. I locali consolari non dovranno essere utilizzati in modo incompatibile con l'esercizio delle funzioni consolari.

Articolo 43

Esercizio delle funzioni consolari da parte della missione diplomatica

1. Le disposizioni della presente convenzione si applicano anche quando le funzioni consolari sono esercitate dalla missione diplomatica.

2. I nomi ed i cognomi dei membri della missione diplomatica che sono assegnati alla sezione consolare della missione, o che sono in altro modo incaricati dell'esercizio di funzioni consolari, devono essere comunicati al Ministero degli affari esteri dello Stato di residenza.

3. Le norme del diritto internazionale concernenti le relazioni diplomatiche continuano ad applicarsi ai privilegi ed alle immunità di cui godono i membri della missione diplomatica di cui al paragrafo 2 del presente articolo.

Articolo 44

Ratifica

La presente convenzione, che abroga la convenzione consolare precedente fatta a Roma il 15 maggio 1874, sarà sottoposta a ratifica. Lo scambio degli strumenti di ratifica avrà luogo a Budapest.

Articolo 45

Entrata in vigore e denuncia della convenzione

La presente convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo lo scambio degli strumenti di ratifica e resterà in vigore sino a quando una delle Alte Parti contraenti la denunci, mediante un preavviso di un anno.

In fede di che i plenipotenziari hanno firmato la presente convenzione e vi hanno apposto il loro sigillo.

Fatto a Roma il 16 ottobre 1969 in duplice esemplare in lingua francese.

Per la Repubblica popolare ungherese
Bela Szilagyi

Per la Repubblica italiana
Dionigi Coppo

LEGGE 17 agosto 1974, n. **383.**

Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 6 luglio 1974, n. 254, recante alcune maggiorazioni di aliquota in materia di imposizione indiretta.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico

Il decreto-legge 6 luglio 1974, n. 254, recante alcune maggiorazioni di aliquota in materia di imposizione indiretta, è convertito in legge con le seguenti modificazioni:

All'articolo 1 sono aggiunti i seguenti commi:

« Per le operazioni soggette all'aliquota del 30 per cento, la percentuale di cui al quarto comma dell'articolo 27 del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633, è stabilita nel 23,05 per cento.

Per le cessioni e le importazioni di tabacchi lavorati l'imposta sul valore aggiunto è dovuta nella misura indicata nelle tabelle allegato *A, B, C, D, E* al decreto-legge 22 febbraio 1974, n. 18, convertito nella legge 3 aprile 1974, n. 106 ».

All'articolo 3,

le parole: « frattaglie e parti commestibili » sono sostituite dalle altre: « e parti commestibili, escluse le frattaglie », e dopo le parole: « della specie bovina » sono inserite le altre: « compresi quelli del genere bufalo »;

è aggiunto il seguente comma:

« Sono soggetti a disciplina di prezzo da parte del CIP, fino al 31 dicembre 1975, i seguenti prodotti:

carni degli animali diversi da quelli della specie bovina;

pane comune e/o di più largo consumo;

paste normali di più largo consumo;

oli alimentari di oliva e di semi vari miscelati;

latte pastorizzato ed omogeneizzato intero e/o di più largo consumo;

mangimi per la zootecnia ».

All'articolo 4 è aggiunto il seguente comma:

« L'elevazione dell'aliquota non riguarda il settore dell'edilizia residenziale pubblica ».

Dopo l'articolo 5 è inserito il seguente:

« Art. 5-*bis.* — La riduzione all'1 per cento dell'aliquota dell'imposta sul valore aggiunto prevista dall'articolo 78, primo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633, è prorogata al 31 dicembre 1975.

La riduzione al 3 per cento dell'aliquota IVA prevista dall'articolo 2 della legge 23 dicembre 1972, n. 821, è prorogata al 31 dicembre 1975 ».

All'articolo 6,

il primo alinea è sostituito dal seguente:

« al numero 5), dopo la parola: "lince" la locuzione "visone selvaggio e le relative confezioni" è sostituita con la seguente: "Visone, Pekan, Breitschwanz, Martora, Lontra sealskin, Lontra di fiume, Volpe argentata, Volpe bianca, Ghiottone, Scimmia, Scoiattolo, Orso bianco, Donnola, e le relative confezioni" »;

al secondo alinea, dopo le parole: « estratti » sono aggiunte le altre: « cosmetici, esclusi saponi, dentifrici, e tutti i prodotti per l'igiene e la pulizia del corpo e per i capelli »;

al terzo alinea:

al numero 25) sono aggiunte le seguenti voci: « apparecchi riceventi, anche combinati con un apparecchio di registrazione o di riproduzione del suono; per la radio diffusione; combinati per giradischi e/o per giranastri (v.d. ex 85 15/A.III-b-3 »;

al numero 26) sono soppresse le parole: « dischi » e « nastri »; la parola: « eccetera » è sostituita con le altre: « e similari »; la locuzione: « v.d. 92.12 » è sostituita dalla seguente: « v.d. ex 92.12 »;

dopo il numero 26) è aggiunto il seguente: « 27) gin e acqueviti, escluse quelle di vino, di vinacce e di frutta »;

sono aggiunti i seguenti commi:

« Per gli acquisti e le importazioni dei prodotti indicati ai numeri 14), 22), 23), 24), 25) e 26) del precedente comma, la detrazione dell'imposta, prevista dall'articolo 19 del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633, è ammessa anche quando i prodotti medesimi sono destinati dall'acquirente o dall'importatore ad essere utilizzati come beni strumentali nella attività propria dell'impresa. La detrazione è, altresì, ammessa quando l'acquisto o l'importazione dei prodotti stessi sono effettuati per il diretto impiego, come beni strumentali, nell'esercizio di un'arte o professione.

I prodotti di cui ai numeri 22), 23), 24), 25) e 26), se acquistati o importati direttamente dall'utilizzatore, sono esclusi dai previsti aumenti, semprechè destinati all'uso di scuole elementari e medie, di ospedali e di istituti di ricerca e comunque destinati a scopi scientifici e pedagogici.

Sono altresì esclusi dagli aumenti i consumi di metalli e di minerali, i fossili, gli insetti, i pesci, gli animali conservati o impagliati, gli scheletri, gusci e altre parti di animali che siano destinati alle raccolte delle scuole di ogni ordine e grado, alle università ed agli istituti di ricerca e comunque impiegati a scopi di studio e pedagogici ».

All'articolo 7,

al primo comma sono aggiunte, in fine, le seguenti parole: « con esclusione degli atti di concessione di aree demaniali per industria navale, anche se aventi per oggetto opifici ed impianti ».

Dopo l'articolo 9 è inserito il seguente:

« Art. 9-*bis.* — Le cambiali, i vaglia cambiari e gli assegni bancari emessi nei quindici giorni successivi alla data di pubblicazione del presente decreto e regolarmente assoggettati al bollo nelle misure anteriormente vigenti, possono essere integrati dell'imposta dovuta nelle misure fissate dal precedente articolo 9, senza applicazione di penalità, entro quindici giorni dalla data di pubblicazione della legge di conversione.

All'integrazione sarà provveduto mediante marche per cambiali da annullarsi dagli uffici del Registro e, ove occorra, anche a mezzo visto per bollo.

Le cambiali, i vaglia cambiari e gli assegni bancari, regolarizzati nei modi indicati dal precedente comma, conservano la qualità di titolo esecutivo sin dalla loro emissione ».

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 17 agosto 1974

LEONE

RUMOR — TANASSI —
GIOLITTI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI

LEGGE 17 agosto 1974, n. **384**.

Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 6 luglio 1974, n. 259, concernente alcune modifiche alla disciplina delle imposte sul reddito e una imposizione straordinaria sulle case di abitazione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico

Il decreto-legge 6 luglio 1974, n. 259, concernente alcune modifiche alla disciplina delle imposte sul reddito e una imposizione straordinaria sulle case di abitazione, è convertito in legge con le seguenti modificazioni:

L'articolo 1 è sostituito dal seguente:

« Art. 1. — Con decorrenza dal 1° gennaio 1974, e fino al 31 dicembre 1975, l'aliquota dell'imposta sul reddito delle persone giuridiche è elevata al 35 per cento. L'aliquota del 7,50 per cento nei confronti delle società ed enti finanziari e quella del 6,25 per cento nei confronti delle società ed enti finanziari a prevalente partecipazione statale sono elevate rispettivamente al 10,50 per cento e all'8,75 per cento.

I soggetti di cui all'articolo 27 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 598, per i quali il termine di versamento dell'imposta è scaduto anteriormente all'entrata in vigore della legge di conversione del presente decreto, sono tenuti al pagamento della maggiore imposta derivante dall'aumento delle aliquote di cui al comma precedente entro il 31 ottobre 1974.

Nei confronti dei soggetti all'imposta sulle persone giuridiche per i quali il periodo d'imposta non coincide con l'anno solare, la maggiorazione delle aliquote di cui al primo comma rispetto a quelle stabilite dall'articolo 7 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 598, è applicata sugli imponibili ragguagliati ad anno solare.

Per l'anno 1974 è istituita una addizionale straordinaria dell'imposta sul reddito delle persone fisiche, da applicarsi alla parte di reddito imponibile che eccede la somma di lire dieci milioni, nella seguente misura:

5 per cento sulla parte di reddito imponibile compresa tra i dieci milioni e i quattordici milioni di lire;

10 per cento sulla parte di reddito imponibile eccedente i quattordici milioni di lire.

L'addizionale straordinaria di cui al comma precedente è riscossa mediante ruoli sulla base della dichiarazione annuale dei redditi.

I soggetti esonerati dall'obbligo della dichiarazione annuale ai sensi dell'articolo 1, quarto comma, lettera *d*), del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 600, sono tenuti a presentare la dichiarazione dei redditi entro il 31 marzo 1975 se nell'anno 1974 hanno conseguito un reddito complessivo lordo superiore a lire dieci milioni ».

All'articolo 2,

dopo il primo periodo, è inserito il seguente: « Per i terreni concessi in affitto, la determinazione del reddito è effettuata sulla base dei canoni fissati dalla legge 11 febbraio 1971, n. 11, e successive modificazioni ».

L'articolo 4 è sostituito dal seguente:

« Il limite indicato nell'articolo 11, secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 597, è elevato a lire 5 milioni.

Per i redditi di lavoro dipendente e per quelli di cui alla lettera *a*) del primo comma dell'articolo 47 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 597, di importo annuo non superiore a lire 4 milioni, in aggiunta alle detrazioni di cui agli articoli 15 e 16 dello stesso decreto, è concessa una detrazione ulteriore di L. 36.000 annue rapportate al periodo di lavoro nell'anno.

Se il reddito complessivo lordo ai fini dell'imposta sul reddito delle persone fisiche non è superiore a lire 4 milioni ed alla sua formazione concorrono i redditi indicati nel comma precedente, le quote di detrazione di cui al primo comma, punto 3), dell'articolo 15 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 597, sono aumentate di L. 4.000 per ogni figlio a carico, a decorrere dall'anno 1975.

La detrazione prevista nel secondo comma sarà computata per l'anno 1974 in sede di conguaglio da effettuare alla fine dell'anno o, se precedente, alla data di cessazione del rapporto di lavoro e non spetta comunque per più di una volta nei riguardi di ciascuna persona.

Le detrazioni di cui ai commi secondo e terzo, trovano applicazione anche agli effetti del penultimo comma dell'articolo 23 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 600.

Se i redditi di lavoro dipendente che hanno beneficiato in sede di ritenuta alla fonte delle detrazioni di cui al secondo e terzo comma concorrono con altri redditi, compresi quelli imputabili al contribuente a norma dell'articolo 4 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 597, alla formazione di un reddito complessivo lordo di ammontare superiore a lire 4 milioni annue, il diritto alle detrazioni medesime viene meno ed il relativo recupero è effettuato dall'ufficio delle imposte sulla base della dichiarazione annuale dei redditi o dell'accertamento.

Le disposizioni di cui al secondo e terzo comma si applicano anche per i redditi di impresa indicati nel secondo comma dell'articolo 16 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 597, quando sono state effettuate le detrazioni d'imposta di cui al primo comma dello stesso articolo 16 e sempreché il reddito complessivo lordo del soggetto passivo d'imposta, comprensivo dei redditi a lui imputabili a norma dell'articolo 4 del suddetto decreto, non superi lire 4 milioni annue ».

Gli articoli dal 5 all'11 sono soppressi.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 17 agosto 1974

LEONE

RUMOR — TANASSI — GIOLITTI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI

DECRETO MINISTERIALE 25 luglio 1974.

Sostituzione di un membro del comitato di amministrazione del fondo assistenza sociale lavoratori portuali.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Vista la legge 22 marzo 1967, n. 161, istitutiva del fondo assistenza sociale lavoratori portuali, presso questo Ministero;

Visto il proprio decreto in data 20 gennaio 1972, con il quale ha ricostituito il comitato di amministrazione del fondo stesso comprendente, tra gli altri, il dott. Filippo Rinaldis in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Vista la lettera n. 194291/G/122/62 in data 12 giugno 1974, con cui il Ministero del lavoro e della previdenza sociale ha designato il dott. Francesco Aristodemo quale proprio rappresentante nel predetto comitato di amministrazione, in sostituzione del dott. Filippo Rinaldis collocato in pensione in base al decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1972, n. 748, riguardante la « disciplina delle funzioni dirigenziali nelle amministrazioni dello Stato »;

Decreta:

A decorrere dalla data odierna, il dott. Francesco Aristodemo è nominato membro del comitato di amministrazione del fondo assistenza sociale lavoratori portuali, in sostituzione del dott. Filippo Rinaldis, in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale.

Roma, addì 25 luglio 1974

Il Ministro: COPPO

(6814)

DECRETO MINISTERIALE 2 agosto 1974.

Conferma del vice presidente dell'ente autonomo « Manifestazioni fieristiche di Cremona ».

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 settembre 1965, n. 1650, con il quale è stata riconosciuta la personalità giuridica all'ente autonomo denominato «Ente autonomo manifestazioni fieristiche di Cremona», con sede in Cremona, e ne è stato approvato lo statuto, e 9 gennaio 1968, n. 212, di modifica dello statuto stesso;

Visto il proprio decreto 15 giugno 1971 concernente la nomina del comm. Pietro Mondini a vice presidente dell'ente, per un triennio ai sensi dell'art. 6 del predetto statuto;

Vista la deliberazione 18 giugno 1974, con la quale il Consiglio generale dell'ente ha proposto il comm. Pietro Mondini per la conferma nella suindicata carica di vice presidente;

Decreta:

Il comm. Pietro Mondini è confermato vice presidente dell'ente autonomo « Manifestazioni fieristiche di Cremona », con sede in Cremona, per la durata di un triennio dalla data del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 2 agosto 1974

Il Ministro: DE MITA

(6642)

DECRETO MINISTERIALE 7 agosto 1974.

Sostituzione di membri della commissione interministeriale incaricata di esaminare le domande di autorizzazione a svolgere concorsi ed operazioni a premio.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il regio decreto-legge 19 ottobre 1938, n. 1933, convertito in legge con la legge 5 giugno 1939, n. 973, modificato dalla legge 15 luglio 1950, n. 585;

Visto il decreto ministeriale 2/254629 del 20 settembre 1973, con il quale il dott. Domenico Fortini e il dott. Lucio Ariemma, furono designati a far parte della commissione interministeriale incaricata di esaminare le domande di autorizzazione a svolgere concorsi ed operazioni a premio;

Visto il decreto ministeriale 2/258028 del 30 gennaio 1974, con il quale il dott. Alfredo Spiezio fu designato a far parte della detta commissione interministeriale;

Vista la nota n. 03306 del 4 aprile 1974, con la quale il Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato, in sostituzione dei nominati funzionari ha designato a far parte della commissione di cui sopra il dott. Ferdinando Taraglio, consigliere ministeriale, il dott. Sergio Conti e il dott. Attilio Mambelli, direttori di sezione;

Decreta:

Il dott. Ferdinando Taraglio, il dott. Sergio Conti e il dott. Attilio Mambelli appartenenti al Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato, sono nominati, a decorrere dal 4 aprile 1974, componenti della commissione interministeriale incaricata di esaminare le domande di autorizzazione a svolgere concorsi ed operazioni a premio.

Roma, addì 7 agosto 1974

Il Ministro per le finanze
TANASSI

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
DE MITA

(6861)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un reliquato in comune di Amantea

Con decreto 12 febbraio 1974, n. 88, del Ministro per i lavori pubblici di concerto con il Ministro per le finanze è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un reliquato in sinistra del torrente Catocastro, località Cannavina del comune di Amantea (Cosenza) segnato nel catasto del comune medesimo al foglio n. 2 della superficie di mq 22400, ed indicato nello schizzo planimetrico rilasciato il 1° luglio 1970 in scala 1:2000 dall'ufficio tecnico erariale di Cosenza; schizzo planimetrico che fa parte integrante del decreto stesso.

(6676)

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di terreni in comune di S. Leo

Con decreto 16 gennaio 1974, n. 909, del Ministro per i lavori pubblici di concerto con il Ministro per le finanze è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di terreni di nuova formazione in sponda sinistra del torrente Marzocco in località Pianacci del comune di S. Leo (Pesaro), segnati nel catasto del comune medesimo al foglio n. 7, mappali 343 (mq 2484); 338 (mq 240); 340 (mq 288); 341 (mq 1565) ed al foglio 11, mappale 249 (mq 2580) della superficie complessiva di mq 7157, ed indicati nello schizzo planimetrico rilasciato il 12 giugno 1973 in scala 1:2000 dall'ufficio tecnico erariale di Pesaro; schizzo planimetrico che fa parte integrante del decreto stesso.

(6678)

MINISTERO DELLE FINANZE

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica 21 dicembre 1973, n. 313483, registrato alla Corte dei conti, addì 1° luglio 1974, registro n. 57 Finanze, foglio n. 363, è stato respinto, per infondatezza dei motivi addotti il ricorso straordinario proposto dalla ricevitrice del lotto Sannino Angela avverso il decreto ministeriale 11 marzo 1971 registrato alla Corte dei conti il successivo 20 aprile, registro n. 20 Finanze, foglio n. 185, con cui la predetta è stata revocata dall'impiego ai sensi dell'art. 252 lettera *e*) del regolamento sul lotto, approvato con regio decreto 25 luglio 1940, n. 1077.

(6877)

Con decreto del Presidente della Repubblica 21 dicembre 1973, n 316925, registrato alla Corte dei conti, addì 1° luglio 1974, registro n. 57 Finanze, foglio n. 362, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario proposto dall'aiutoricevitrice del lotto Polcini De Socio Iolanda, avverso il provvedimento di revoca dall'incarico di reggente.

(6878)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di San Polo d'Enza ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di San Polo d'Enza (Reggio Emilia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 43.797.710, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3307/M)

Autorizzazione al comune di Civitella Casanova ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Civitella Casanova (Pescara) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 38.801.046, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3308/M)

Autorizzazione al comune di Civitaquana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Civitaquana (Pescara) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.500.292, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945 n. 51.

(3309/M)

Autorizzazione al comune di Cepagatti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Cepagatti (Pescara) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 71.634.551, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3310/M)

Autorizzazione al comune di Catignano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Catignano (Pescara) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 41.959.370, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3311/M)

Autorizzazione al comune di Carpineto della Nora ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Carpineto della Nora (Pescara) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.439.350, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3312/M)

Autorizzazione al comune di Brittoli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Brittoli (Pescara) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.160.180, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945 n. 51.

(3313/M)

Autorizzazione al comune di Passignano sul Trasimeno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Passignano sul Trasimeno (Perugia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 108.597.290, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3314/M)

Autorizzazione al comune di Scheggino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Scheggino (Perugia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.804.908, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3315/M)

Autorizzazione al comune di Montecopiolo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Montecopiolo (Pesaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 68.071.765, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3316/M)

Autorizzazione al comune di Guarda Veneta ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Guarda Veneta (Rovigo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 33.316.595, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945 n. 51.

(3317/M)

Autorizzazione al comune di Poviglio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 12 agosto 1974, il comune di Poviglio (Reggio Emilia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 90.201.715, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3318/M)

Autorizzazione al comune di Sant'Agata di Militello ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di Sant'Agata di Militello (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 310.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3319/M)

Autorizzazione al comune di San Piero Patti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di San Piero Patti (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 160.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3320/M)

Autorizzazione al comune di Montelepre ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di Montelepre (Palermo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 53.275.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945 n. 51.

(3321/M)

Autorizzazione al comune di Canicattini Bagni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di Canicattini Bagni (Siracusa) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 194.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3322/M)

Autorizzazione al comune di S. Salvatore di Fitalia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di S. Salvatore di Fitalia (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 23.850.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3323/M)

Autorizzazione al comune di S. Stefano di Camastra ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di S. Stefano di Camastra (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 90.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3324/M)

Autorizzazione al comune di Nicosia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di Nicosia (Enna) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 558.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945 n. 51.

(3325/M)

Autorizzazione al comune di S. Giovanni la Punta ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di S. Giovanni la Punta (Catania) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 23.400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3326/M)

Autorizzazione al comune di Saponara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di Saponara (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 109.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3327/M)

Autorizzazione al comune di San Pier Niceto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di San Pier Niceto (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 47.350.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3328/M)

Autorizzazione al comune di S. Marco d'Alunzio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di S. Marco d'Alunzio (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 72.150.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945 n. 51.

(3329/M)

Autorizzazione al comune di Santa Marina Salina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di Santa Marina Salina (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 42.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3330/M)

Autorizzazione al comune di Santa Lucia del Mela ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di Santa Lucia del Mela (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 110.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3331/M)

Autorizzazione al comune di Santa Teresa di Riva ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1973

Con decreto ministeriale in data 10 agosto 1974, il comune di Santa Teresa di Riva (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 78.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1973 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3332/M)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 160

Corso dei cambi del 23 agosto 1974 presso le sottoindicate borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
Dollaro USA	658,50	658,50	658,10	658,50	657,50	658,50	658,40	658,50	658,50	658,50
Dollaro canadese	672,20	672,20	672 —	672,20	671 —	672,10	672,20	672,20	672,10	672,10
Franco svizzero	219,17	219,17	219,10	219,17	219,30	219,15	219,20	219,17	219,17	219,17
Corona danese	108,19	108,19	108,20	108,19	108,10	108,15	108,11	108,19	108,15	108,15
Corona norvegese	119,16	119,16	119,20	119,16	119 —	119,15	119,17	119,16	119,16	119,16
Corona svedese	147,65	147,65	147,75	147,65	147,50	147,60	147,685	147,65	147,65	147,65
Fiorino olandese	244,28	244,28	244,60	244,28	244,75	244,25	244,42	244,28	244,25	244,25
Franco belga	16,831	16,831	16,85	16,831	16,87	16,80	16,835	16,831	16,83	16,83
Franco francese	136,74	136,74	136,85	136,74	136,40	136,70	136,73	136,74	136,74	136,74
Lira sterlina	1523,60	1523,60	1523 —	1523,60	1523 —	1523,60	1524 —	1523,60	1523,50	1523,50
Marco germanico	248,96	248,96	248,80	248,96	249,30	248,95	249,11	248,96	248,95	248,95
Scellino austriaco	35,175	35,175	35,20	35,175	35,10	35,15	35,19	35,175	35,17	35,17
Escudo portoghese	25,50	25,50	25,50	25,50	25,70	25,50	25,50	25,50	25,50	25,50
Peseta spagnola	11,468	11,468	11,46	11,468	11,45	11,45	11,47	11,468	11,46	11,46
Yen giapponese	2,175	2,175	2,17	2,175	2,16	2,17	2,175	2,175	2,16	2,16

Media dei titoli del 23 agosto 1974

Titolo	Media
Rendita 5 % 1935	87,125
Redimibile 3,50 % 1934	99,925
» 3,50 % (Ricostruzione)	81,775
» 5 % (Ricostruzione)	84,800
» 5 % (Riforma fondiaria)	86,375
» 5 % (Città di Trieste)	83,550
» 5 % (Beni esteri)	83,725
» 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82	83,275
» 5,50 % » » 1968-83	82,900
» 5,50 % » » 1969-84	88,400
» 6 % » » 1970-85	89,925
» 6 % » » 1971-86	89,625
» 6 % » » 1972-87	88,775
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	100,30
» » » 5,50 % 1976	100,75
» » » 5 % 1977	99,325
» » » 5,50 % 1977	100,45
» » » 5,50 % 1978	99,45
» » » 5,50 % 1979	99,95
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1975)	96,850
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss.	95,625
» 5 % (» 1° gennaio 1977)	87,875
» 5 % (» 1° aprile 1978)	84,825
» 5,50 % (scad. 1° gennaio 1979)	86,125
» 5,50 % (» 1° gennaio 1980)	85,625
» 5,50 % (» 1° aprile 1982)	85,875

Il contabile del portafoglio dello Stato: FRATTAROLI

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 23 agosto 1974

Valuta	Cambio
Dollaro USA	658,45
Dollaro canadese	672,20
Franco svizzero	219,185
Corona danese	108,15
Corona norvegese	119,165
Corona svedese	147,667
Fiorino olandese	244,35
Franco belga	16,833
Franco francese	136,735
Lira sterlina	1523,80
Marco germanico	249,035
Scellino austriaco	35,182
Escudo portoghese	25,50
Peseta spagnola	11,469
Yen giapponese	2,175

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA

Commissione esaminatrice del concorso a venti sottotenenti in servizio permanente effettivo del ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Vista la legge 18 dicembre 1964, n. 1414, sul reclutamento degli ufficiali dell'Esercito;

Visto il decreto ministeriale 16 luglio 1973, registrato alla Corte dei conti, addì 11 agosto 1973, registro n. 21 Difesa, foglio n. 53, con il quale è stato indetto un concorso per il reclutamento di venti sottotenenti in servizio permanente del ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio riservato ai sottufficiali in servizio permanente;

Decreta:

Articolo unico

La commissione esaminatrice del concorso per il reclutamento di venti sottotenenti in servizio permanente del ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio, indetto con decreto ministeriale 16 luglio 1973, è costituita come appresso:

Presidente:

gen. B. s.p. a disp. Valenza Leopoldo.

Membri:

col. f. (cr) s.p. a disp. Battaglia Francesco;
ten. col. f. s.p.e. Macchiati Renato;
ten. col. g. s.p.e. Marchetti Ennio;
ten. col. a. s.p.e. Ioren Napoli Pietro.

Membri supplenti:

ten. col. g. (t) s.p.e. Licci Giuseppe;
ten. col. f. (g) s.p.e. P.O.P.E. Martignoni Armando.

Segretario senza diritto a voto:

D'Ambrosio dott. Tommaso, consigliere.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 aprile 1974

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *luglio* 1974
Registro n. 13 *Difesa, foglio n.* 374

(6734)

Spostamento della sede e dei giorni di esame del concorso per il reclutamento di venti sottotenenti in servizio permanente effettivo nel ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio, riservato ai sottufficiali in servizio permanente.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Vista la legge 18 dicembre 1964, n. 1414, sul reclutamento degli ufficiali dell'Esercito;

Visto il decreto ministeriale 16 luglio 1973, registrato alla Corte dei conti, addì 11 agosto 1973, registro n. 21 Difesa, foglio n. 53, con il quale è stato indetto, tra l'altro, un concorso per il reclutamento di venti sottotenenti in servizio permanente effettivo nel ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio riservato ai sottufficiali in servizio permanente delle predette Armi, è stato stabilito, all'art. 10, che le prove scritte avranno luogo l'8 e 9 maggio 1974 presso il palazzo degli esami, aula « B », via Girolamo Induno, 4, in Roma;

Visto il telegramma n. 125/119 in data 1° aprile 1974, con il quale il Ministero delle finanze ha revocato l'autorizzazione a fruire dell'aula predetta perchè il tribunale di Roma ha rappresentato l'esigenza che la cennata sede sia messa a disposizione, dall'8 al 20 maggio 1974, dell'ufficio provinciale per le operazioni relative al referendum sull'abrogazione della legge sul divorzio;

Ritenuta, pertanto, la necessità di far svolgere dette prove scritte presso l'aula magna dell'ateneo antoniano in Roma, viale Manzoni n. 1, che è disponibile nei giorni 30 e 31 maggio 1974 e conseguentemente di modificare in tal senso il citato decreto ministeriale 16 luglio 1973;

Decreta:

Articolo unico

Il terzo comma dell'art. 10 del decreto ministeriale 16 luglio 1973 indicato nelle premesse, è modificato per la parte relativa alla sede ed alle date per lo svolgimento delle prove scritte del concorso per il reclutamento di venti sottotenenti in servizio permanente effettivo del ruolo speciale unico delle Armi riservato ai sottufficiali in servizio permanente, nel senso che le prove stesse avranno luogo in Roma, nell'aula magna dell'ateneo antoniano, in viale Manzoni, 1, alle ore 8,30 dei giorni 30 e 31 maggio 1974. Di tale nuovo diario sarà fatta singola partecipazione a tutti i candidati ammessi al concorso.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 18 aprile 1974

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *luglio* 1974
Registro n. 13 *Difesa, foglio n.* 358

(6735)

Commissione esaminatrice del concorso ad ottanta sottotenenti in servizio permanente effettivo del ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Vista la legge 18 dicembre 1964, n. 1414, sul reclutamento degli ufficiali dell'Esercito;

Visto il decreto ministeriale 16 luglio 1973, registrato alla Corte dèi conti, addì 11 agosto 1973, registro n. 21 Difesa, foglio n. 53, con il quale è stato indetto un concorso per il reclutamento di ottanta sottotenenti in servizio permanente nel ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio riservato agli ufficiali di complemento;

Decreta:

Articolo unico

La commissione esaminatrice del concorso per il reclutamento di ottanta sottotenenti in servizio permanente del ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio, indetto con decreto ministeriale 16 luglio 1973, è costituita come appresso:

Presidente:

gen. B. s.p. a disp. Colucci Adolfo.

Membri:

col. g. (t) s.p. a disp. Guerrazzi Cesare;
col. a. s.p.e. Musumeci Domenico;
col. f. (gra) s.p. a disp. Muneghina Cesare;
ten. col. f. (l) s.p.e. Medici Francesco.

Membri supplenti:

ten. col. f. s.p.e. P.O. P.E. Lari Vittorio;
ten col. g. s.p.e. Tettamanti Aldo.

Segretario senza diritto a voto:

Pitti dott. Giuseppe, direttore di divisione.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 16 marzo 1974

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *luglio* 1974
Registro n. 13 *Difesa, foglio n.* 366

(6733)

MINISTERO DEI TRASPORTI E DELL'AVIAZIONE CIVILE

AZIENDA AUTONOMA DELLE FERROVIE DELLO STATO

Diario delle prove scritta e grafica del pubblico concorso, per soli esami, a complessivi cinquanta posti di disegnatore in prova per le esigenze del servizio lavori e costruzioni.

Le prove scritta e grafica del pubblico concorso, per soli esami, a complessivi cinquanta posti di disegnatore in prova, indetto con decreto ministeriale 1° agosto 1973, n. 12923, registrato alla Corte dei conti, addì 4 dicembre 1973, registro n. 61 Trasporti, foglio n. 334, avranno luogo a Roma alle ore 8 dei giorni 21 e 22 settembre 1974, presso le seguenti sedi:

palazzo dei congressi (EUR);

istituto tecnico industriale «G. Galilei», via Conte Verde, 51;

istituto tecnico commerciale « Duca degli Abruzzi », via Palestro, 38;

istituto tecnico magistrale « A. Oriani », piazza Indipendenza, 7.

(7081)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI VERONA

Sostituzione del presidente della commissione esaminatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Verona.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto 25 agosto 1973, prot. n. 103197, con il quale è stata nominata la commissione esaminatrice del concorso pubblico, per titoli ed esami, a posti di medico condotto vacanti in provincia di Verona al 30 novembre 1971, bandito con decreto del medico provinciale prot. n. 101248 del 24 luglio 1972;

Vista la nota in data 6 giugno 1974, prot. n. 13767/EL, con cui la giunta regionale veneta ha designato a far parte della citata commissione quale presidente il dott. Antonio Canova in sostituzione del dott. Francesco Cartia dimissionario;

Ritenuto pertanto di dover modificare il proprio decreto 25 agosto 1973, prot. n. 103197;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 4 del 14 gennaio 1972;

Vista la legge regionale n. 12 dell'1 settembre 1972;

Decreta:

E' revocato parzialmente il decreto del medico provinciale 25 agosto 1973, n. 103197, in premessa specificato.

Il dott. Antonio Canova è nominato presidente della commissione esaminatrice del suddetto concorso, in sostituzione del dimissionario dott. Francesco Cartia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, sul Bollettino ufficiale della regione Veneto, sul Foglio annunzi legali della provincia di Verona, all'albo dell'ufficio del medico provinciale della provincia di Verona.

Verona, addì 6 luglio 1974

Il medico provinciale: RENZULLI

(7106)

REGIONI

REGIONE TRENTINO-ALTO ADIGE

LEGGE REGIONALE 4 giugno 1974, n. **1.**

Proroga della durata in carica di consigli comunali nella Regione.

(*Pubblicata nel num. straord. al* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 25 *del* 6 *giugno* 1974)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

I consigli comunali, il cui quinquennio di carica scade l'8 giugno 1974, rimangono in carica fino e non oltre il 17 novembre 1974, ferma restando la disposizione dell'ultimo comma dell'art. 11 della legge regionale 6 aprile 1956, n. 5, e successive modificazioni.

Rimangono altresì in carica, fino all'insediamento dei nuovi consigli comunali, le amministrazioni straordinarie.

Rimangono in carica, fino all'insediamento dei nuovi consigli comunali, tutti i componenti delle commissioni o comitati, compresi i componenti degli organi amministrativi delle aziende municipalizzate e di altri enti, che per legge o per statuto sono stati nominati dai consigli comunali.

Art. 2.

La presente legge è dichiarata urgente ai sensi del terzo comma dell'art. 55 del nuovo statuto speciale ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e farla osservare come legge della Regione.

Trento, addì 4 giugno 1974

KESSLER

Visto, *il commissario del Governo per la prov. di Trento*: BIANCO

(6560)

LEGGE REGIONALE 3 luglio 1974, n. **2.**

Modifiche ed integrazioni alla legge regionale 26 aprile 1972, n. 10.

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 30 *del* 9 *luglio* 1974)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico

Il terzo comma dell'art. 59 della legge regionale 26 aprile 1972, n. 10, è sostituito dal seguente:

« Il collocamento a riposo deve essere disposto entro il 30 giugno 1975 ».

La presente legge sarà pubblicata sul Bollettinno ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Repubblica.

Trento, addì 3 luglio 1974

KESSLER

Visto, *il commissario del Governo per la prov. di Trento*: BIANCO

(6561)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S. (c. m. 411100742240)